



Déclaration commune

En ce 17 février 2007, à l'aube d'un exercice démocratique de première importance, les signataires provenant d'organisations sociales, culturelles, nationales et politiques lancent un appel ferme à tous les regroupements et à tous les citoyens et citoyennes du Québec pour qu'au cœur de la prochaine campagne électorale soit très largement débattu le projet de l'indépendance du Québec.

Né en 1608, à Québec, avec la fondation d'un premier établissement permanent, le peuple français d'Amérique, puis canadien, puis canadien-français, est devenu le peuple québécois. Ce peuple aux origines diverses dont la langue commune est le français s'est forgé une personnalité originale tout en respectant sa minorité anglophone et s'enrichissant de l'apport de l'immigration. Il s'est doté d'institutions propres, a développé des pratiques économiques, sociales et culturelles enviabiles et a reconnu les nécessaires rapports égalitaires avec les peuples autochtones.

Il faut à ce peuple un statut qui lui permette d'aller au bout de ses rêves, de faire librement tous ses choix et d'être avec les autres nations partie prenante de l'avenir de la planète, de la solidarité mondiale et de la promotion de la dignité et de l'égalité des personnes.

Il faut à ce peuple une démocratie faite de pleine liberté, de totale autonomie et de responsabilité complète.

Il faut à ce peuple un avenir. En 1982 le Québec a été exclu de la Constitution canadienne. Les tentatives pour le réintégrer ont toutes échoué. Le temps des illusions est fini. Compte tenu de ce qu'il est, devant le Monde, le Québec de demain portera lui-même son nom comme le font déjà 193 autres nations.

Il faut à ce peuple un État souverain et indépendant.

Les signataires exigent que tous les acteurs de la prochaine campagne électorale s'expliquent clairement sur les rapports Québec/Canada et les régimes politiques et constitutionnels que les uns proposent de maintenir et que les autres proposent de changer. Ils appellent également toutes les personnes persuadées que l'épanouissement du Québec réside dans son accession à l'indépendance à dire haut et fort leur désir de pays et à voter massivement pour les candidats et les candidates souverainistes.

Marie Malavoy, députée du Parti Québécois, pour André Boisclair, chef du PQ
Françoise David, porte-parole, QS
Pierre Paquette, député du bloc Québécois, pour Gilles Duceppe, chef du BQ
Tania Kontoyanni et Gérald Larose, co-présidents du Conseil de la souveraineté du Québec
Chantale Trottier, présidente MNQ
Jean Dorion, président SSJB de MTL
Suzanne Lambert, Rassemblement pour un Pays Souverain
Marilyse Lapierre, présidente, Intellectuels pour la souveraineté
Paul Piché, Hélène Pedneault, Francine Lavoie, Gordon Lefebvre,
Marc-André Deschênes, Edith Gendron, Jacques Beaumier, David Deschênes, membres
du Conseil d'administration du Conseil de la souveraineté du Québec,
Micheline Labelle, Bruno Roy, Marc Béland, Sylvie Legault, Luck Mervil, Andrée
Lajoie, Daniel Breton, Jocelyne Caron, Ruba Ghazal ...et la très grande majorité des
membres participants au Conseil général du Conseil de la souveraineté du Québec.